

Les irrigants méditerranéens français défendent leur métier

L'agriculture méditerranéenne française était très présente au congrès de la commission internationale pour l'irrigation et le drainage (CIID) dont le thème était « Innover pour améliorer les performances de l'irrigation ». Cet évènement mondial a rassemblé du 11 au 16 octobre 2015 à Montpellier, des représentants de 62 pays, 800 participants, scientifiques, décideurs, bailleurs de fonds, aménageurs et entreprises autour de 3 thèmes principaux, l'irrigation localisée et de précision, l'utilisation d'eaux usées et la gouvernance.

En introduction à la conférence CIID 2015 une table ronde était organisée sur le thème « *Quelle politique pour sécuriser durablement l'alimentation par une agriculture irriguée qui s'adapte au changement climatique et qui l'atténue ?* ». André Bernard, président de la Chambre d'agriculture du Vaucluse, élu chambre au comité de bassin Rhône-Méditerranée, vice-président de la Chambre régionale d'agriculture Paca et de l'AIRMF (Association des Irrigants des Régions Méditerranéennes Française) était accompagné de Michel Pontier, président de l'AIRMF pour présenter le point de vue des irrigants méditerranéens français.

Cette table ronde était introduite par une communication du ministre de l'Agriculture française, Stéphane Le Foll, qui insista sur le nécessaire équilibre entre le développement raisonné de l'irrigation pour relever le défi de l'alimentation de la planète et la préservation des ressources naturelles.

André Bernard et Michel Pontier ont rappelé que, pour les régions méditerranéennes françaises, l'urbanisation était la principale cause des très importantes pertes de potentiels de production : perte de 40 000 ha irrigables sur les 2 régions (Paca et Languedoc-Roussillon) en 40 ans. Bien que ne représentant que

8% de la SAU, l'irrigation sur ces deux régions produit 60% du produit brut végétal. Et si d'énormes économies d'eau avaient été faites depuis 40 ans (reconversion de canaux, développement de l'irrigation localisée...), « nous avons encore des marges de manœuvre ». Pour ces deux irrigants, les solutions pour résoudre l'équation « *produire plus avec moins* » ne sont pas techniques mais bien politiques et sociales. Il est par exemple très difficile « *politiquement* » de faire accepter l'idée de compenser la disparition des terres agricoles irriguées due à l'urbanisation, par la création de nouveaux réseaux à partir de ressources en eau pourtant abondantes (Rhône) ou sécurisées.



Michel Pontier et André Bernard à la tribune du congrès de la commission internationale pour l'irrigation et le drainage (CIID). Etaient également présents à la tribune : Patrice Garin, chercheur à l'Irstea (Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture), Patrick Flammarion, sous-directeur de l'Irstea, et Abdelhafid Debbah, président de l'association nationale des irrigants marocains. Photo : © Chambre régionale d'agriculture de Paca

Coupoés de leurs racines agricoles. Avec le recul du chercheur, Patrice Garin rappelait combien le regard de

la société sur ses agriculteurs était bien différent entre la France et la majorité des autres pays méditerranéens, y compris l'Espagne et l'Italie. Alors que dans les autres pays méditerranéens, l'agriculture a toute sa place, en France les élus pensent d'abord « *urbain* », la société pense d'abord « *environnement* », ce qui explique la position souvent « *défensive* » de la profession agricole. En France, la très grande majorité de la population n'a plus de racines agricoles, le lien entre nourriture et production n'existe plus (on va au supermarché). Au final, la population française est très « *ignorante* » de son agriculture et souvent bourrée de préjugés et de généralisations véhiculées par les médias ou les institutions. La solution pour ce chercheur passe par la construction de vrais projets de territoires. Elle passe aussi par une transformation des connaissances scientifiques et techniques en « *savoir social* ». Une présentation de la politique marocaine de développement de l'hydraulique laissa « *rêveurs* » les deux agriculteurs, qui appréciaient beaucoup de discuter avec les producteurs de ces pays, où le développement n'est pas vitrifié à coups de contraintes environnementales et administratives, et où l'agriculteur a d'abord une utilité sociale de producteur d'aliment, d'entretien d'espace et de créateur de richesses et d'emplois.

Pour Michel Pontier et André Bernard, il est temps de redescendre sur le terrain, de se parler et d'essayer, chacun, d'oublier un peu ses dogmes,

ses à priori et de s'ouvrir aux préoccupations des autres acteurs de l'eau. Alors « nous pourrions nous entendre autour de projets communs pour at-

teindre l'ensemble des objectifs d'un développement plus durable ». ■

par Alpes-De-Haute-Provence

